Compte-rendu de la réunion des délégués de centres et services avec les sections syndicales du 5 septembre 2019

Le jeudi 5 septembre s'est tenue à Nanterre CAD une réunion de délégués de centres et services avec les sections syndicales (CGT, Solidaires, FO et CFDT).

Etaient représentés les services suivants : Vanves CFP, Nanterre Dépense Etat, BIL, Domaine, DAJ, Boulogne Jaurès, Sèvres. Les sites de Sceaux, Montrouge et la TM de Nanterre avaient mandaté un camarade. La discussion a abordé les points suivants.

La participation aux HMI est à la hausse et nombreuse. Les collègues sont très attentifs à tous les aspects de la situation : contenu du plan, mobilisation, le 16 septembre et les suites à y donner.

La bataille s'organise sur les sites. A Sèvres des commerçants ont fait signer la pétition. Après les maires d'Issy, de Malakoff, le conseil municipal de Boulogne et celui du territoire Grand Paris Sud Ouest, unanimes, se sont positionnés contre le projet de la Ddfip de fermeture de la trésorerie de Boulogne. De nouveaux rendez-vous sont pris avec des élus des communes du département.

Plus de 1700 usagers ont signé la pétition départementale. La pétition à l'intention des agents sous l'égide des quatre sections syndicales, demandant le retrait du plan Darmanin et de sa traduction dans le 92, est massivement signée ; des banderoles sont confectionnées.

Tous les services, tous les agents sont concernés. Il s'agit d'un plan d'ensemble pour démolir nos missions, nos services et tous nos droits. Et maintenant le gouvernement entend également s'attaquer à notre régime de retraite basé sur le code des pensions et le calcul sur les 6 derniers mois.

La Dgfip engage le transfert des services de BIL, de la gestion des salles, de la formation professionnelle dans des pôles communs à d'autres administrations sous le contrôle des préfectures.

L'examen détaillé du plan pour le 92 montre que 56 services vont être supprimés ou transférés en totalité, 4 autres vont subir des transferts partiels. Pour des centaines d'agents cela signifie la mobilité forcée. Pour tous : la dégradation des conditions de travail dans des services et des locaux surchargés.

Les représentants de la DAJ (Division des Affaires Juridiques) ont fait état de la charge du contentieux des professionnels qui sature les services à Vanves comme à Nanterre. La DAJ de Vanves n'avait pas, dès le départ, les effectifs suffisants pour traiter l'intégralité des dossiers (flux). Par conséquent, d'une année à l'autre, le stock est en augmentation constante. Dans le même temps des départs à la retraite ne sont pas remplacés. Les agents ne peuvent plus faire face. Décision a été prise d'interpeller à nouveau la direction sur ce sujet.

Le ministre Darmanin s'est fendu d'une lettre à tous les agents. Il annonce 4 900 suppressions d'emplois à la DGFIP d'ici 2022. Il ne peut aller aussi vite qu'il le voulait et mettre en œuvre dans les trois ans les 15 000 à 20 000 suppressions projetées. Ce sont encore 4900 suppressions de trop et le discours sur la « concertation » ne peut masquer la volonté du ministre de faire passer coûte que coûte sa réforme.

Mais rien n'est inéluctable. Dans d'autres secteurs (Ecole, Hôpitaux) les luttes se développent. A la DGFIP, dans tout le pays, les agents, les élus se mobilisent pour le retrait du plan Darmanin et obtiennent le soutien des usagers.

A l'issue de la réunion il a été décidé :

- -de poursuivre la signature en masse de la pétition intersyndicale exigeant le retrait du plan Darmanin ;
- -le 16 dans le cadre de la grève, regroupement et AG sur les sites, signature de la pétition usagers, rassemblement à 11 heures à la direction et demande d'entrevue avec le Directeur, rassemblement à Bercy à partir de 14 heures l'après-midi.

A l'occasion du rassemblement à la direction il est proposé que se tienne une réunion des délégués avec les sections syndicales pour débattre des suites de la journée du 16 et préparer les AG du lendemain matin.

Tous unis, tous en grève le 16 septembre pour le retrait du plan Darmanin!